

PLAN DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LES ACTIVITES OCCULTES





Le plan de lutte contre la fraude fiscale et les activités occultes est accessible au téléchargement sur le site :
www.impot-polynesie.gov.pf




POURQUOI UN PLAN DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LES ACTIVITES OCCULTES ?

La lutte contre la fraude fiscale et les activités occultes est un enjeu majeur des équilibres sociaux et économiques de la Polynésie française pour les préjudices qu'elles font porter aux finances publiques. Elle est également une condition essentielle de la confiance que les citoyens portent dans le système fiscal et de la garantie qui doit leur être donnée du respect du principe de l'égalité de tous devant l'impôt.

En effet, la fraude fiscale porte atteinte, d'une part à la solidarité citoyenne en faisant reposer la charge de l'impôt sur les seuls contribuables qui respectent leurs obligations fiscales tandis que ceux qui ne le font pas bénéficient pourtant des mêmes actions et services publics rendus par la collectivité et, d'autre part, aux conditions d'une saine et loyale concurrence entre tous les acteurs économiques.

Pour lutter contre la fraude fiscale et les activités occultes, la DICP se donne les moyens d'agir avec efficacité et de sanctionner ceux qui font le choix de ne pas participer à l'effort commun au détriment de la collectivité publique.

Ce plan expose une série de 7 mesures qui formalise l'organisation de la détection et de la répression de la fraude et des fraudeurs.






Le contrôle concerne tous les acteurs publics au travers du partage de l'information.

Le renseignement étant au cœur des missions de contrôle, la DICP participe activement à l'élaboration de textes et de conventions permettant les échanges d'informations entre administrations.

La lutte contre la fraude fiscale et la fraude sociale sont intimement liées et l'action coopérative des services de contrôles est un gage de réussite dans notre lutte commune pour un financement équitable de la collectivité, notre avenir dépend en partie de notre capacité à garantir cette équité.





MESURE 1 :

Favoriser et intensifier la coopération entre les différents acteurs de la lutte contre la fraude


Actionner au maximum les moyens juridiques existants (droit de communication et assistance administrative) pour parvenir à des échanges d'informations utiles à la mission de contrôle.

Cibles :

- ▶ Services administratifs et établissements publics du Pays sous forme de droit de communication ou d'échanges de fichiers.
- ▶ Services de l'Etat (Trésor, Douanes, Justice, Gendarmerie, Police, IEOM) sous forme d'assistance administrative ou d'échanges spontanés d'informations.

Moyens mis en œuvre :


- ▶ Elargissement et renforcement des procédures d'échanges par la signature de conventions de partage d'informations permettant de les rendre plus opérationnelles et plus fluides ;
- ▶ Intensification des droits de communication ponctuels en vue des recoupements d'informations.



Les activités dissimulées sont une atteinte au pacte social et doivent être sévèrement réprimées.

L'appréhension des activités dissimulées, qu'il s'agisse d'activités occultes au sens des textes légaux ou de dissimulation de chiffre d'affaires sous couvert d'un régime de faveur comme celui des TPE ou bien encore celui des associations, est une question d'équité fiscale. Elles pénalisent les finances du Pays pour représenter un enjeu important en termes de ressources budgétaires perdues.

La recherche et la répression sévère de ces activités dissimulées dont les bénéfices échappent à l'impôt deviennent une priorité pour préserver la confiance des citoyens.



MESURE 2 :

Marginaliser l'économie souterraine

Dans le respect du principe d'égalité de l'impôt, les acteurs économiques doivent être assurés d'exercer leurs activités dans le cadre d'une concurrence loyale.

Cibles :

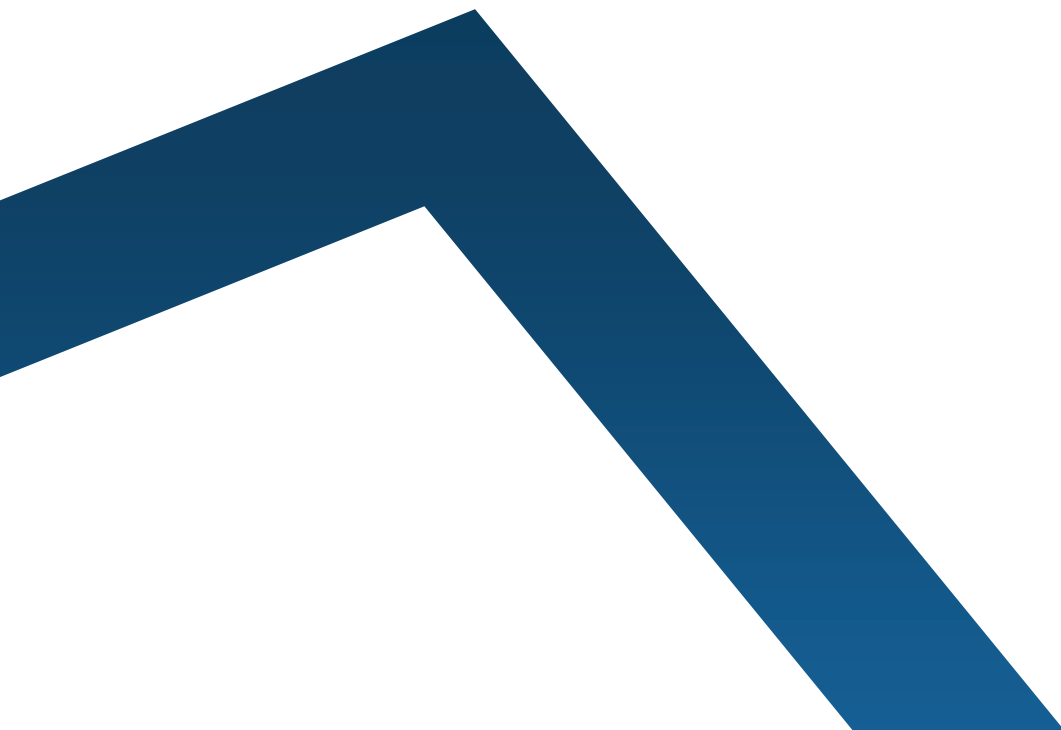
- ▶ Les personnes exerçant une activité occulte, c'est-à-dire celles n'ayant souscrit aucune formalité d'existence auprès des services compétents.
- ▶ Les personnes réalisant des activités illicites.
- ▶ Les contribuables ne déclarant pas intentionnellement la totalité de leurs recettes.
- ▶ Les personnes se rendant coupables de ne pas faire de facture pour échapper à la TVA ou qui la facturant ne la reverse pas.
- ▶ Les personnes exerçant une activité sous couvert d'un régime des très petites entreprises alors qu'elles réalisent des recettes supérieures aux limites d'application de ce régime.
- ▶ Les personnes exerçant une activité sous couvert d'un statut associatif alors qu'elles y dissimulent des recettes commerciales.

Moyens mis en œuvre :

- ▶ Contrôle sur les lieux d'exercice et de manière ciblée de la justification de l'inscription au répertoire territorial des entreprises (numéro de TAHITI et statut de patenté) ;
- ▶ Intensification de la recherche et de l'exploitation des informations détenues dans le cadre des relations intra-entreprises ;
- ▶ Surveillance continue des flux d'échanges issus du commerce électronique (facebook, twitter, sites internet d'échanges d'annonces...) ;
- ▶ Sanction lourde pour toute émission de facturation fictive ou de complaisance ou pour non respect de l'obligation de facturation.

Sanctions :

- ▶ Pour les activités occultes, les rectifications sont effectuées par taxation d'office (article LP 423-1), avec application d'une majoration de 80% (article LP 511-10) ;
- ▶ Pour les activités exercées sous couvert du régime des TPE alors qu'elles réalisent des recettes supérieures aux limites d'application de ce régime, les rectifications sont effectuées par taxation d'office (article LP 423-1), avec application d'une majoration de 40% (article LP 511-10) ;
- ▶ Pour les patentés déclarant des recettes intentionnellement minorées, les rectifications sont effectuées par procédure contradictoire, avec application d'une majoration de 40% pour manquement délibéré (article LP 511-5) ;
- ▶ Application d'une amende de 50% (article LP 511-12) pour :
 - toute émission de facture fictive ou de complaisance ;
 - pour non respect de l'obligation de facturation.



Le contrôle s'adapte à l'environnement technique des fraudes complexes.

Consciente de l'importance que prennent désormais les opérations internationales, les nouveaux vecteurs du commerce que sont Internet et les réseaux sociaux ainsi que la dématérialisation des comptabilités, la DICP entend accroître sa présence active et réactive sur des problématiques qui requièrent des compétences techniques évolutives ainsi qu'un arsenal de textes permettant de sanctionner les comportements déviants.



MESURE 3 :

Assurer une surveillance des relations à l'international

Eviter les pertes fiscales liées aux échanges internationaux (transferts de bénéfices, retenues à la source, TVA à l'exportation).

Cible :

- ▶ Toute personne liée à des flux économiques ou financiers, entrant ou sortant de Polynésie.

Moyens mis en œuvre :

- ▶ Exercice régulier du droit de communication avec la direction des Douanes ;
- ▶ Modification de la liasse fiscale pour y faire apparaître plus clairement les liens capitalistiques, et les filiales, ainsi que les montants des ventes et des achats ;
- ▶ Obligation aux entreprises liées à des entreprises étrangères de présenter une politique de prix de transfert ;
- ▶ Exercice de l'assistance administrative d'échanges d'information.



MESURE 4 :

Améliorer la performance des contrôles informatisés

Systématiser les contrôles des fichiers numériques qui concourent à l'établissement des déclarations fiscales et combattre les logiciels permissifs.

Cible :

- ▶ Ensemble des contribuables utilisant toute forme d'outil informatique (logiciel de caisse, logiciel comptable, logiciel de gestion...) pour établir leurs déclarations fiscales.

Moyens mis en œuvre :

- ▶ Précision apportée aux textes réglementaires dans le but de rendre obligatoire la fourniture, aujourd'hui facultative, des fichiers permanents des écritures comptables (FEC) lorsque la comptabilité est tenue au moyen de systèmes informatisés et prévision du dispositif de sa sanction (amende ou sanction pour opposition à contrôle) ;
- ▶ Proposition de la création du contrôle inopiné informatique.

Les dispositifs d'aides fiscales doivent être préservés des abus.

La défiscalisation ou tout autre régime d'aide fiscale est prévu pour constituer un levier de l'économie et favoriser son développement.

L'utilisation abusive, voire frauduleuse, par quelques uns, d'un dispositif d'exonération porte atteinte à sa crédibilité et préjudicie à la pertinence de son utilité pour les autres.

Le contrôle des opérations en cause doit conduire à la sanction des fraudes avérées et préserver l'image du dispositif pour les investisseurs potentiels.



MESURE 5 :

Renforcer la détection des montages frauduleux dans les dispositifs d'aides fiscales

Eviter les préjudices financiers subis par le Pays par le repérage des montages abusifs (multiplication de sociétés intermédiaires, recherche de la surfacturation, factures de complaisance ; avantage fiscal ou déduction de TVA indus, remboursement des crédits de TVA non justifié).

Cibles :

- ▶ Les bénéficiaires des dispositifs d'aides fiscales ou de régimes de fiscalité allégée.
- ▶ Les fournisseurs et intermédiaires concourant à la réalisation des programmes aidés.

Moyens mis en œuvre :

- ▶ Accentuation des demandes de justifications ante et post octroi des aides ;
- ▶ Constatation matérielle et physique de l'existence et de l'avancement des projets ;
- ▶ Dénonciation systématique aux autorités judiciaires des faits susceptibles de recevoir la qualification d'escroquerie, faux en écriture, abus de biens sociaux ;
- ▶ Transmission spontanée d'informations dans le cadre de la convention d'assistance administrative.

Sanctions :

- ▶ Amende pour les factures de complaisance ;
- ▶ Reprise des crédits d'impôt et sanctions spécifiques des porteurs des projets ;
- ▶ Remise en cause des régimes d'exonération.

Une communication grand public met en lumière les méfaits de la fraude

Un communication sur la fraude fiscale doit apporter une information sur les situations de fraude potentielle afin de permettre à chacun d'évaluer sa propre situation.

Elle a quatre volets complémentaires :

1. l'information du public sur les actions de contrôles menées pour répondre à l'attente d'équité fiscale clairement exprimée à la suite de la campagne sur le civisme fiscal ;
2. un appel à la régularisation des contribuables qui seraient, sans en avoir conscience, en situation de fraude ;
3. un avertissement aux fraudeurs qui sont visés par les actions de la DICP ;
4. une volonté de changer le regard sur le contrôle.

MESURE 6 :

Communiquer sur le contrôle fiscal, la lutte contre la fraude fiscale et les activités occultes

Après les avoir appelés à l'accomplissement de leur devoir fiscal citoyen et les avoir assurés de l'accessibilité de l'administration fiscale pour les y aider, les citoyens-contribuables doivent désormais recevoir le message tangible que la DICP, et à travers elle les pouvoirs publics, lutte contre la fraude fiscale afin de leur garantir l'égalité devant les charges publiques et les conditions d'une concurrence loyale.

Cible :

- ▶ Grand public.

Cibles spécifiques :

- ▶ Les fraudeurs fiscaux qui paient peu ou pas d'impôt à travers le recours délibéré à des moyens ou procédés illégaux.
- ▶ Les complices des fraudeurs fiscaux qui les aident à minimiser ou échapper à l'impôt.
- ▶ Les citoyens vertueux qui attendent d'être garantis dans le principe d'égalité et les conditions d'une concurrence loyale.
- ▶ Les partenaires publics et privés de la DICP.
- ▶ Les agents de l'administration fiscale porteurs des messages et des valeurs professionnelles inhérentes à la mission de contrôle fiscal.

Moyens mis en œuvre :

Une campagne de communication grand-public sur différents vecteurs de diffusion vise à promouvoir la lutte contre l'inégalité fiscale, pour l'intérêt de tous, à travers une double thématique :

- ▶ la valorisation de l'exemplarité du citoyen engagé dans une démarche vertueuse d'adhésion au système déclaratif et qui interpelle son concitoyen moins vertueux : **EN REGLE AVEC MES IMPOTS, ET VOUS ? Ni fraude, Ni complaisance.**

- ▶ la condamnation ferme, par la société, les pouvoirs publics et à travers eux, l'administration fiscale, de la fraude fiscale contraire à la participation équitable à l'effort collectif et au financement solidaire du bien commun : **FRAUDER SES IMPOTS C'EST S'ENRICHIR SUR LES AUTRES ! Ni fraude, Ni insolidarité.**

La signature fait le pendant à la campagne sur le civisme fiscal. Elle reprend l'objet de la campagne : « combattre l'inégalité fiscale » puis la finalité comme déjà valorisée dans la campagne sur le civisme : « c'est agir pour notre intérêt à tous ».



Une unité de régularisation favorise la mise en conformité fiscale.

Les différents textes incitatifs à la régularisation des activités occultes ou dissimulées sont mis en œuvre dans le cadre d'une unité d'aide à la régularisation chargée d'accompagner les déclarants spontanés dans leur démarche de mise à jour de leurs obligations fiscales.

.



MESURE 7 :

Mise en place d'une unité d'aide à la conformité fiscale

Offrir la possibilité aux contribuables de venir se mettre en conformité avec les règles fiscales.

Cible :

- ▶ Ensemble des personnes se pensant ou se sachant en situation irrégulière vis-à-vis de l'impôt.

Moyens mis en œuvre :

- ▶ Application textuelle de l'atténuation des majorations en cas d'activité occulte et de réduction des délais de reprise ;
- ▶ Application du nouveau droit à régularisation en matière de contrôle sur pièces du dossier ;
- ▶ Point d'entrée et de centralisation des informations liées aux activités occultes, la section études et programmation de la division du contrôle fiscal de la DICP, est l'acteur privilégié chargé de faire fonctionner l'unité d'aide à la conformité fiscale.

LE CONTRÔLE FISCAL : L'OUTIL DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Le caractère constitutionnel de l'impôt est consacré par la [Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789](#).

Aux termes de l'article 13 de la Déclaration mentionné dans le préambule de la [Constitution de 1958](#), « *Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés* ».

En vertu de l'article 14, « *Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir, d'en suivre l'emploi, et déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée* ».

Consentir et contrôler l'impôt sont les droits mais également les devoirs de chaque citoyen. La responsabilité des pouvoirs publics est de veiller à satisfaire les besoins sociaux et les services publics de la manière la plus juste par une contribution commune.

Dans ce cadre, le contrôle fiscal est l'ultime moyen permettant de s'assurer que les citoyens participent « *à la contribution commune (...) en raison de leurs facultés* » et non à raison de leur seule volonté.

LES OBJECTIFS DU CONTROLE FISCAL

En contrepartie d'un système fiscal fondé sur la déclaration spontanée qui n'établit qu'une présomption simple de sincérité du document souscrit, l'administration a le pouvoir de contrôler la sincérité et l'exactitude des données déclarées, d'inciter ceux qui ne déclarent pas à régulariser leur situation, de rappeler l'impôt dû lorsque les montants déclarés sont inférieurs aux montants réellement exigibles et de sanctionner ceux qui ne respectent pas leurs obligations fiscales.

Le contrôle fiscal est le garant du civisme fiscal et du respect de l'égalité des citoyens...

L'administration fiscale peut mettre en évidence des erreurs, des insuffisances ou des omissions dans les déclarations fiscales, contraires aux dispositions législatives et réglementaires applicables, qu'elles soient commises de bonne foi ou de manière délibérée.

Le contrôle fiscal a pour justification de récupérer l'impôt éludé pour le financement de l'action publique. Ainsi, il poursuit quatre finalités essentielles :

- ▶ **l'égalité de tous devant l'impôt** en ce qu'il postule la garantie d'une juste répartition de l'impôt par la rectification des erreurs déclaratives, la dissuasion du manquement aux obligations déclaratives et la répression des comportements frauduleux ;
- ▶ **la régulation économique** en répondant pour les entreprises à une double exigence d'équilibre des conditions d'exercice de la concurrence et de lutte contre les détournements des patrimoines sociaux ;
- ▶ **la pédagogie** en distinguant entre l'erreur non intentionnelle désormais régularisable en cours de contrôle de l'omission délibérée ;
- ▶ **le rendement budgétaire** par le respect des rentrées fiscales du Pays et des collectivités, organismes, établissements bénéficiaires.

Le contrôle fiscal intègre la recherche des activités non déclarées, le contrôle des particuliers, en principe du bureau, et le contrôle des professionnels, particuliers ou sociétés, du bureau ou sur place.

Ces finalités traduisent de manière concrète l'objectif de l'administration de remédier à l'ensemble des manquements à la loi fiscale pour faire progresser le civisme fiscal et garantir le respect de l'égalité des citoyens par la mise en œuvre d'une démarche privilégiant la qualité et l'efficacité du contrôle.



www.impot-polynesie.gov.pf

Edition
Mars 2016

11, rue du commandant Destremau
Bât A1-A2-Site de Vaïami - BP 80 – 98713 Papeete
Horaires d'ouverture au public :
- du lundi au jeudi de 7h30 à 14h30
- le vendredi de 7h30 à 13h30
Tél : 46 13 13 - Fax 46 13 01
Email : directiondesimpots@dicp.gov.pf
www.impot-polynesie.gov.pf

**DIRECTION DES IMPÔTS ET DES
CONTRIBUTIONS PUBLIQUES**